21 septembre 2016

Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 28 octobre 2015 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total brut de 4 689 000 francs et net de 3 997 900 francs recettes déduites, soit:

- **Un crédit brut de 1 956 800 francs, dont à déduire la participation de la Confédération de 188 000 francs, représentant la part de la subvention fédérale pour les mesures OPB (ordonnance sur la protection contre le bruit), ainsi que la participation du Fonds énergie des collectivités publiques de 11 700 francs pour l'amélioration de l'éclairage public, soit un montant net de 1 757 100 francs destiné aux travaux d'aménagement de la chaussée, à la rue Voltaire.**
- **Un crédit brut de 2 732 200 francs, dont à déduire le remboursement des propriétaires des bâtiments (raccordement au réseau public d'assainissement) de 324 000 francs et la récupération de la TVA de 167 400 francs, soit un montant net de 2 240 800 francs destiné au remplacement du collecteur unitaire d'eaux mixtes de la rue Voltaire.**

Rapport de M. Guy Dossan.

Pour rappel, le rapport de la proposition PR-1152 a été renvoyé par le Conseil municipal à la commission des travaux et des constructions pour complément d'étude lors de la séance plénière du 28 juin 2016. Pour les détails de la proposition et du projet, le rapporteur prie donc de se référer au rapport initial de la proposition PR-1152.

La commission, présidée par M^{me} Natacha Buffet-Desfayes, a traité de cet objet dans ses séances des 31 août et 7 septembre 2016. Les notes de séances étaient prises par M. Daniel Zaugg que le rapporteur remercie pour la précision de son travail.

Séance du 31 août 2016

Audition de M. Rémy Pagani, conseiller administratif, accompagné de M. Nicolas Betty, chef du Service du génie civil (GCI), et de son collaborateur, M. Sébastien Alphonse, adjoint de direction

M. Pagani rappelle en préambule que la proposition PR-1152 a fait l'objet d'un rapport discuté en séance plénière mais que, lors de cette discussion tenant

compte des questions soulevées sur le coût des travaux des aménagements de surface, il a demandé que le projet soit renvoyé à la commission.

Cette démarche de renvoi en commission a ainsi permis au département de réduire les montants, en amputant l'objet d'un certain nombre d'éléments.

M. Alphonse indique que les économies portent sur le premier projet de délibération, celui comprenant les aménagements. Elles comprennent une diminution du périmètre du projet (désormais limité entre les rues de l'Encyclopédie et de Malatrex), la suppression des deux arbres prévus, la disparition des trois bornes abeilles (n'étant pas jugées indispensables, elles seront remplacées par du marquage au sol) et une réduction du volet «éclairage public» (le projet de remise en lumière pour le passage inférieur sera remplacé par une réfection sommaire et une mise aux normes). Les trottoirs traversants situés à la rue du Mandement ne seront pas non plus réalisés. La suppression des deux arbres situés entre les rues de Malatrex et du Vuache permet une économie substantielle, évitant de creuser des fosses béton, de détourner les services industriels existants et d'instaurer un système d'arrosage au goutte-à-goutte. Cette suppression n'aura toutefois pas d'impact sur les alignements de bordure prévus à cet endroit.

Ces différentes propositions permettront de réaliser une économie de 313 000 francs HT, soit 34 000 francs pour les traitements de surface, 22 000 francs pour les bordures et pavages, 65 000 francs pour le volet «arbres» et 130 000 francs pour le volet «éclairage public». Les répercussions concernant également les installations de chantier, les directives en lien avec la circulation et les honoraires des mandataires (ingénieur civil et concepteur lumière), le montant total brut TTC représentera une moins-value de l'ordre de 400 000 francs.

M. Betty précise que le projet de délibération portant sur l'assainissement n'a, quant à lui, pas été amendé, car il n'est en effet pas possible au GCI de diminuer l'importance des travaux sur ce point. Le vote de ce projet de délibération permettra à la Ville de profiter des travaux prévus par les SIG pour procéder à l'assainissement du réseau.

A la question d'une commissaire sur ce qu'il restera de l'aménagement de la placette, il est répondu que les bancs situés au pied des arbres seront supprimés (des bancs standards pourront être posés), mais que, à l'exception des deux arbres supprimés, la physionomie et le positionnement des bordures ne changeront pas.

A la question d'un commissaire, le magistrat répond que les économies proposées répondent à une demande du Conseil municipal et non aux vœux du département.

A une question d'une commissaire, M. Alphonse indique que le projet maintient la réduction de voies existantes à la montée, au bas de la rue Voltaire.

Séance du 7 septembre 2016

Discussion et prises de position

Un commissaire du Parti libéral-radical remarque qu'il est facile de trouver des économies en amputant la proposition initiale de plusieurs aménagements. Ce procédé ne correspond évidemment pas aux souhaits du Conseil municipal qui étaient de réduire les coûts tout en maintenant le projet dans sa globalité. Le fait de se retrouver avec un objet tronqué ne répond donc pas à l'effort demandé.

Un commissaire du Parti socialiste pense que l'amendement ne propose que des économies de bouts de chandelle. Le Parti socialiste préférerait voter la proposition initiale, mais ne s'opposera toutefois pas au vote de l'amendement du magistrat et de ses services.

Un commissaire d'Ensemble à gauche rejoint les propos du commissaire socialiste. L'amendement enlève des éléments qui servent à la sécurité et des arbres dont le coût ne représente que 1% des 6 millions de francs annoncés pour remplacer l'asphalte par des espaces verts. Le groupe Ensemble à gauche serait donc plutôt d'avis de voter la proposition entière, mais ne s'opposera pas non plus au vote de l'amendement proposé.

Un commissaire du Mouvement citoyens genevois est plutôt réticent sur ce projet. S'il est important de rénover l'éclairage public et le réseau d'assainissement, la proposition d'aménagement ne favorise pas la fluidité du trafic. La configuration modifiée de la rue Voltaire péjorera la circulation, augmentant ainsi les problèmes de pollution.

Un commissaire des Verts indique que son groupe acceptera la proposition initiale et, le cas échéant, la proposition amendée.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre remarque que la simple suppression de certains éléments donne l'impression que le magistrat se moque de la commission des travaux et des constructions. Les services n'ont en effet même pas étudié les possibilités d'effectuer des économies sur le projet initial. Son groupe soutiendra la proposition amendée.

Une commissaire du Parti démocrate-chrétien souhaiterait proposer un amendement visant à réintroduire la plantation de deux arbres dans la proposition PR-1152, proposition qui, au cours de la discussion, ne rencontre pas d'opposition effrénée.

Vote des amendements

L'amendement proposé par le magistrat, soit une économie de 313 000 francs, est accepté par 10 oui (3 S, 2 MCG, 1 DC, 3 LR, 1 UDC) et 3 absentions (2 EàG, 1 Ve).

L'amendement ayant été accepté, la proposition initiale n'est donc pas soumise au vote.

L'amendement visant au rajout de la somme de 65 000 francs pour maintenir la plantation des deux arbres prévue dans le projet initial et supprimée dans la proposition amendée est accepté par 11 oui (2 DC, 2 LR, 1 UDC, 2 MCG, 2 EàG, 1 S, 1 Ve) et 3 abstentions (1 LR, 2 S).

Vote final

Arrivée au terme de l'étude complémentaire concernant la proposition PR-1152, la commission des travaux et des constructions vous propose, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à l'unanimité, d'approuver les délibérations ci-après.

PROJET DE DÉLIBÉRATION I AMENDÉE

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 22 et suivants de la loi sur les routes du 28 avril 1967; sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier: – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 1 631 300 francs, dont à déduire la participation de la Confédération de 188 000 francs, représentant la part de la subvention fédérale pour les mesures OPB d'assainissement du bruit routier et les mesures de modération de trafic, ainsi que la participation du Fonds énergie des collectivités publiques de 9700 francs pour l'amélioration de l'éclairage public, soit un montant net de 1 433 600 francs destiné aux travaux d'aménagement de la chaussée, à la rue Voltaire.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 631 300 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter 42 000 francs de la part du crédit d'étude voté le 5 octobre 2004

(PR-331, N° PFI 101.091.01), sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités, qui figurent au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2037.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.

PROJET DE DÉLIBÉRATION II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 58, 60 et 84 de la loi du 29 novembre 2013 modifiant la loi sur les eaux du 5 juillet 1961;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 2 732 200 francs, dont à déduire le remboursement des propriétaires des bâtiments (raccordement au réseau public d'assainissement) de 324 000 francs et la récupération de la TVA de 167 400 francs, soit un montant net de 2 240 800 francs destiné au remplacement du collecteur unitaire d'eaux mixtes de la rue Voltaire.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 732 200 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 30 annuités, qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2047.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.